

# CAP Finistère

Dimanche :  
1er tour  
des Législatives !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1191

VENDREDI 9 JUIN 2017

Dispensé de timbrage BREST CTC

## Pour la gauche réformatrice

« Les électeurs sont déboussolés et ne comprennent pas ce qui se passe ». Voilà ce que retirent de leurs rencontres avec les électrices et les électeurs tous les candidats socialistes ou soutenus par le Parti Socialiste. En réunions publiques, sur les marchés ou en porte-à-porte c'est la même incertitude qui ressort.



Sentinelles de la justice sociale

Dans tous les meetings qu'il anime pour soutenir des candidat.es socialistes, aux quatre coins du pays, Bernard Cazeneuve explique l'importance de revenir aux fondamentaux.

D'abord, appeler les électeurs à aller voter. Compte tenu de la nouveauté et de la complexité de la situation politique, de nombreux électeurs de gauche hésitent encore à glisser leur bulletin dans l'urne. Il s'agit pourtant d'un choix décisif pour les cinq années à venir.

Ensuite, le clivage droite-gauche existe et il n'est pas honteux de le considérer comme un élément structurant de notre vie politique. D'autant que les réformes engagées sous le précédent quinquennat méritent d'être confortées. « Ce que nous avons fait avec François Hollande pour donner de nouveaux moyens à l'école, aux forces de sécurité, pour conforter nos services publics, notamment en milieu rural, pour réorienter l'Europe vers davantage de croissance avec le plan Juncker, pour redresser nos comptes ou les marges de nos entreprises doit être revendiqué. Ce bilan est un socle auquel nous adosser pour poursuivre la modernisation du pays dans la justice sociale », a rappelé l'ancien premier ministre, dans *Communes de France*.

Bernard Cazeneuve a précisé, dans une interview au *Parisien*, les lignes rouges à ne pas franchir : « Pour que le

quinquennat réussisse, il faut que la gauche de gouvernement soit forte, sinon ceux qui aspirent à défaire le bilan du quinquennat auront les mains libres », a-t-il indiqué. L'ancien premier ministre a cité comme points de vigilance : « l'augmentation de la CSG, les ordonnances relatives au Code du Travail, la préservation des services publics et l'école, parce que ceux qui sont à la tête du ministère de l'Éducation nationale sont ceux qui ont inspiré la suppression de 80 000 postes d'enseignants sous Nicolas Sarkozy ».

Pour Bernard Cazeneuve, « la gauche populiste de Mélenchon dit non à tout et s'engage dans une fuite en avant qui la condamne à de graves fautes politiques et morales, à l'instar de son refus de prendre parti au second tour de l'élection présidentielle. La République en Marche ne peut pas être un parti unique dans lequel tout le monde viendrait se fondre en niant d'où il vient. La gauche de gouvernement est donc la seule force politique stable et fiable, qui présente la garantie que le quinquennat pourra moderniser sans détruire. Voter socialiste, c'est donc garantir la réussite du quinquennat en plaçant partout des sentinelles de la justice sociale et de la modernisation du pays ».

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 8/6/2017



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Votez socialiste !

La France a besoin de la gauche de gouvernement. La réussite du quinquennat ne passe pas par une Assemblée nationale aux mains d'un seul parti qui votera les lois au canon.

Elle passe par l'élection de député.es qui auront à cœur de réformer le pays avec comme boussole la justice sociale et la solidarité.

Les candidat.es socialistes incarnent cette gauche réformatrice qui a permis la création du compte pénibilité, qui a assaini les finances publiques, qui a redonné la priorité à l'éducation, qui a renforcé les droits des consommateurs.

Cette gauche réformatrice doit être forte, dans la future assemblée, pour préserver les avancées sociales du précédent quinquennat et renforcer encore les nouveaux droits des salariés.

PS29

## Chiffre de la semaine

250 millions

C'est le nombre de réfugiés climatiques que le monde comptera en 2050, si le réchauffement climatique n'est pas contenu.

# Une agriculture à visage humain

Compte tenu de l'importance de l'agriculture et de l'agro-alimentaire en général, dans notre département, mais aussi de la gravité des crises que traversent plusieurs filières, dont le lait et le porc, les candidat.es socialistes attachent une importance particulière à ces questions. Et ce, d'autant plus, que le bilan de Stéphane Le Foll au ministère de l'Agriculture est largement positif et constitue une base solide pour poursuivre les réformes vers une agriculture durable.



Les socialistes à l'écoute des agriculteurs

voitures ou les ordinateurs : il en va de la santé, et de la vie même, de millions d'êtres humains.

Au cours de cette campagne, deux visions du modèle agricole se sont confrontées. D'abord, celle de la droite, basée sur des exploitations toujours plus grandes. Ce modèle, productiviste et industriel ne vise qu'à produire plus par animal, par travailleur et par hectare. Il est orienté vers des marchés de produits à bas coût à l'exportation souvent au détriment de la qualité.

**« Il faut renforcer le rôle des agriculteurs et garantir leur capacité de négociation. »**

Les candidats socialistes défendent, quant à eux, un modèle qui privilégie la création de valeur ajoutée, la préservation de l'emploi et de l'environnement, la durabilité, la reconquête du marché européen, la qualité alimentaire, le tissu social et économique des territoires (circuits courts d'approvisionnement locaux, structures de type familial...).

La place des agriculteurs dans la chaîne alimentaire doit être renforcée afin qu'ils puissent décemment vivre des fruits de leur travail. Tous les agriculteurs, rencontrés par les candidats socialistes, font malheureusement le même constat alarmant.

Cela passe par des incitations aux regroupements au sein d'organisations de producteurs et d'interprofessions afin d'augmenter leur pouvoir de négociation, en particulier face à la grande distribution qui use de sa position dominante.

Cela passe aussi par une adaptation des règles du droit de la concurrence aux spécificités de l'agriculture afin de garantir la liberté de négociation des organisations de producteurs et la constitution de véritables régulations des filières agroalimentaires.



Défendre la qualité alimentaire

Une réforme des retraites agricoles doit être engagée afin de revoir l'âge de départ et le niveau des pensions en fonction de la pénibilité. Un plan de revalorisation des pensions les plus faibles doit être lancé pour garantir une retraite complète à 1 200 euros pour tous les nouveaux retraités, à partir de 2020.

## Pour une agriculture durable



### Une Pac ambitieuse

La politique agricole commune doit redevenir un véritable instrument au service d'une alimentation saine, de la transition vers des systèmes d'agriculture écologique et de protection de l'environnement, de l'emploi et du développement territorial. Elle doit permettre l'indépendance alimentaire européenne, avec un plan protéines végétales notamment.



### Enseignement et recherche

Le rôle essentiel de l'Enseignement agricole notamment dans ses missions de développement, d'expérimentation et d'animation du territoire doit être valorisé et renforcé.

L'indépendance de la recherche publique doit être préservée et ses moyens renforcés. Elle doit être orientée dans le sens des politiques en œuvre comme la qualité alimentaire, la transition agro-écologique, l'adaptation au changement climatique...



### Une agriculture durable

Les candidat.es socialistes défendent une agriculture durable qui préserve la biodiversité et les ressources naturelles et contribue aux objectifs de la COP 21. Elle doit représenter le modèle qui assure la transition agro-écologique vers le bio.

Ils sanctuariseront le principe de précaution et interdiront les produits potentiellement dangereux pour la santé ou l'environnement.

# Partager l'ambition européenne

Ce n'est pas un hasard si le séminaire de printemps du groupe de gauche au Conseil départemental s'est tenu les 1<sup>er</sup> et 2 juin à l'agro-campus, pointe de Beg Meil, à Fouesnant.

« **C**e centre de recherche soutenu par l'Union européenne travaille sur l'élevage de vers de mer qui pourraient produire du sang artificiel », explique Frédérique Bonnard Le Floch, conseillère départementale déléguée à l'Europe. « Il s'agit là d'un site exceptionnel ».

« Nous avons consacré ces deux jours de travail à l'Europe », rapporte Nathalie Sarrabezolles. « Partout dans le Finistère, comme ici, l'Union Européenne œuvre au quotidien pour préparer l'avenir, pour financer des projets », insiste la présidente du Conseil départemental. Or, si les élu.es ou les responsables associatifs et économiques qui bénéficient des fonds européens ont bien conscience de

leur importance, en particulier dans des secteurs comme l'agriculture, la pêche, la recherche ou la cohésion sociale, il n'en est pas de même pour les citoyens.

« On constate une europhobie qui alimente les populismes, mais quand on rentre un peu dans les détails, on se rend compte que l'Europe est plus méconnue que détestée par nos concitoyens », insiste la présidente du Conseil départemental.



À Beg Meil, le 2 juin

C'est pour cette raison que le séminaire du groupe majoritaire a quasi entièrement été consacré aux questions européennes. Christophe Moreaux, de l'association des conseils des communes et régions d'Europe (ACCRE), Forough Salami, vice-présidente de la Région en charge des politiques européennes, et Jean Hamon, président du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER), sont intervenus pour présenter le fonctionnement de l'union, les politiques européennes, mais aussi les enjeux du Brexit, si importants pour le Finistère.

Il est nécessaire de mieux faire connaître les politiques européennes. Le magazine du département, *Penn ar Bed*, consacra donc une plus grande place aux projets européens dans le département, dans des domaines qui concernent notre vie quotidienne.

Un rapport sur les politiques européennes dans le Finistère sera présenté à la prochaine session du mois de juin.

## En savoir plus

### Un nouveau président le 22 juin



Comme il l'avait annoncé lors de l'inauguration de la nouvelle gare de Lorient, le 20 mai dernier, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, a démissionné de la présidence du Conseil régional de Bretagne.

« En accord avec les engagements du président de la République, mais aussi en conformité avec mes convictions personnelles, je vous fais part de ma démission de ma responsabilité de président du Conseil régional », a indiqué Jean-Yves Le Drian dans un courrier adressé à Loïg Chesnais Girard, premier vice-président. « Le président de la République m'a confié une mission importante au service de notre pays et au service de la place de la France dans

le monde. Cette responsabilité, je la dois aussi à la Bretagne qui m'a fait, à la confiance répétée des bretonnes et des bretons et aux différents conseillers régionaux avec qui, depuis 2004, j'ai œuvré pour rassembler notre région et lui donner la fierté de son identité et la force de son destin. Je vous prie de bien vouloir prendre acte de ma démission et prendre les dispositions nécessaires pour mon remplacement qui pourrait intervenir lors d'une session extraordinaire, le 22 juin 2017 ».

### Syndicat mixte pêche et plaisance Cornouaille



Le Conseil départemental a souhaité partager sa compétence portuaire avec les acteurs locaux et avec la Région au sein du syndicat mixte pour porter

un projet en lien avec les territoires, permettant le développement de la filière pêche et de la plaisance.

« Le syndicat mixte, autorité portuaire sur sept ports de pêche-plaisance (Douarnenez, Audierne, St-Guérolé Penmarc'h, Guilvinec-Lechiagat, Loctudy-Ile Tudy, Plobannalec-Lesconil, Concarneau) permet une approche des filières à l'échelle d'une place portuaire Cornouaillaise », explique Michaël Quernez, vice-président du Conseil départemental.

La création de cette nouvelle structure est d'autant plus importante qu'un quart de la pêche fraîche française et la moitié de la pêche fraîche bretonne sont en Cornouaille. Cette filière emblématique du département représente des milliers d'emplois : emplois directs (pêcheurs, armements...) ou indirects (mareyage, transformation des produits de la mer...).

Cette nouvelle gouvernance permettra de renforcer la structuration de la filière pêche en déclinant les orientations régionales du futur Groupement d'Intérêt Public « Pêche de Bretagne » et également de mettre en œuvre les orientations départementales du Livre Bleu du nautisme pour la plaisance.

**11 juin**  
Premier tour des  
Législatives.

**18 juin**  
Deuxième tour des  
Législatives.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1191 - Vendredi 9 juin 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste



# Faisons éclater la bulle filtrante

Anaïs Theviot

**Spécialiste de l'usage politique des réseaux sociaux, l'universitaire, Anaïs Theviot, revient sur le rôle qu'ils ont joué et leur évolution dans les années qui viennent.**

**Cap Finistère : Les réseaux sociaux peuvent-ils faire gagner ou perdre une élection ?**

**Anaïs Theviot :** Il est certain qu'il faut les considérer comme incontournables en termes d'influence. Pendant la campagne de la Primaire de la droite et du centre, Alain Juppé a subi une campagne négative autour de sa supposée proximité avec les Islamistes, symbolisée par le terme « Ali Juppé ». Cantonnée au début à la fachosphère, cette campagne s'est largement répandue au-delà des milieux d'Extrême-droite. Alain Juppé l'a lui-même dénoncée, mais il était trop tard. Ce type de fake-news avait déjà été utilisé pendant la campagne américaine. Des posts sur Facebook, largement relayés, laissaient croire que le pape soutenait Trump. Il n'en était rien mais, à partir d'un certain moment, lorsqu'une information, même fausse, est très largement partagée, elle devient une vérité.

**Cap Finistère : Justement, faites-vous confiance à Facebook et Twitter lorsqu'ils annoncent vouloir lutter contre les fake-news ?**

**Anaïs Theviot :** Cette prise de conscience s'est effectuée juste après l'élection présidentielle américaine lorsque Donald Trump s'était vanté d'avoir gagné grâce à Facebook. Mais c'est très compliqué de mettre en place une police de Facebook et encore plus de l'internet, tout simplement parce que le réseau est mondial et que les évolutions sont très rapides, ce qui rend extrêmement difficile l'élaboration d'une législation dans un cadre national. En outre, comment définir une fausse nouvelle ? Cependant, compte tenu de la violence qui règne sur les réseaux sociaux, je crois que nous

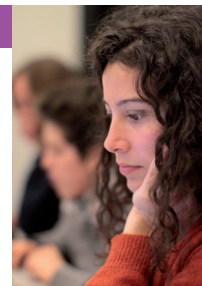
n'échapperons pas à une réflexion sur une législation plus rigoureuse. Sans faire de procès d'intention, il me semble, pour l'instant, que Facebook et Twitter sont plus dans l'affichage d'une image positive que dans une réelle volonté de lutter contre les fake-news. Mais, c'est aussi aux utilisateurs de réagir.

**Cap Finistère : De quelle manière ?**

**Anaïs Theviot :** Grâce aux algorithmes de Facebook, ses utilisateurs sont dans une « bulle filtrante ». C'est-à-dire que Facebook ne leur propose que des amis ou des contenus qui correspondent à leurs centres d'intérêt ou, pire, qui renforcent leurs convictions. C'est confortable d'être dans une bulle, mais il faut savoir sortir de ce confort et rechercher, par soi-même, des publications en dehors des « conseils » ou « suggestions ».

**Cap Finistère : Comment voyez-vous évoluer l'usage des réseaux sociaux ?**

**Anaïs Theviot :** Il faut toujours regarder ce qui se passe aux États-Unis pour tenter d'anticiper les évolutions, même s'il faut nuancer car nous n'avons ni les mêmes contraintes budgétaires, ni la même culture politique. Cependant, il me semble que la principale évolution réside dans la professionnalisation des campagnes sur les réseaux sociaux. Jusqu'à présent les candidats faisaient appel à des militants mais de plus en plus d'agences spécialisées interviennent dans ce domaine. On va voir les candidats de plus en plus présents sur des réseaux sociaux plus spécialisés pour encore mieux cibler les électeurs. Ce n'est plus seulement de la com : avec le big data, c'est aussi l'organisation même de la campagne qui va être modifiée, avec la possibilité de géo-localiser les électeurs potentiels. Nous ne sommes qu'au début de l'internet politique.



## En campagne !

À Roscoff



À Plogoff



À Bric

À Brest



À Saint-Renan

À Landerneau



À Rosporden